

TRUSTEESHIP
COUNCILCONSEIL
DE TUTELLE

T/51

7 novembre 1947

FRENCH

ORIGINAL : ENGLISE

PETITIONS

QUESTIONS GENERALES

Pétitions relatives au projet de convention concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains (nos 22-27 de l'annexe à l'ordre du jour provisoire de la seconde session du Conseil de tutelle, document T/47).

(Note du Secrétaire général)

1. Le 23 avril 1947, au cours de la vingt-deuxième séance de sa première session, le Conseil de tutelle a examiné deux pétitions émanant de l'Alliance internationale des femmes, Middlesex, Angleterre (document T/PET/GENERAL 1), et de la "St-Joan's Social and Political Alliance", Londres, Angleterre, (document T/PET/GENERAL 2). Ces deux pétitions se rapportent au texte du projet de convention concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains, rédigé par l'Organisation internationale du Travail, et visent, en particulier, la discrimination fondée sur le sexe. Le Conseil de tutelle a décidé de transmettre des copies de ces pétitions au Bureau international du Travail en lui demandant d'aviser le Conseil de tutelle de toute action entreprise par la Conférence internationale du Travail au sujet des questions soulevées dans lesdites pétitions.

Conformément à cette décision, le Secrétaire général a informé le Bureau international du Travail, par lettre du 20 mai 1947, de la demande formulée par le Conseil de tutelle.

2. Les parties pertinentes du projet de convention concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains mentionnées dans les pétitions citées plus haut sont les suivantes:

Partie IV. Principe de non-discrimination

Article 14

Les règles édictées dans chaque pays au sujet des conditions de travail devront assurer un traitement économique équitable à tous les travailleurs résidant ou travaillant légalement dans le pays, sans distinction fondée sur la race, la couleur, la religion ou le groupement social.

Article 15

1. Toutes discriminations entre les travailleurs, fondées sur la race, la couleur, la religion ou le groupement social, pour leur admission aux emplois tant publics que privés seront interdites.

2. Toutes mesures pratiques et possibles adaptées aux conditions locales seront prises pour assurer effectivement l'égalité de traitement dans les possibilités d'emploi et d'avancement en fournissant des facilités d'éducation professionnelle, en décourageant les discriminations fondées sur l'adhésion à une organisation syndicale, ainsi que par tous autres moyens appropriés.

Article 16

1. Ce devra être l'un des buts de la politique sociale d'établir effectivement le principe "à travail égal, salaire égal" pour une même tâche et dans une même entreprise, et d'empêcher toutes discriminations fondées sur la race, la couleur, la religion ou le groupement social, entre les travailleurs, en ce qui concerne le taux de leurs salaires.

2. Toutes mesures pratiques et possibles seront prises afin de restreindre toutes différences dans les taux de salaires résultant de discriminations fondées sur la race, la couleur, la religion ou le groupement social, en élevant les taux applicables aux travailleurs les moins payés.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les travailleurs engagés hors d'un territoire non métropolitain pour y travailler pourront obtenir des paiements supplémentaires pour faire face à toutes dépenses personnelles ou familiales raisonnables résultant de leur emploi hors de leurs foyers.

Article 17

Toutes mesures pratiques et possibles compatibles avec les conditions locales seront prises pour assurer effectivement l'égalité de traitement en ce qui concerne la discipline, les conditions de travail et les mesures relatives au bien-être, sans distinction fondée sur la race, la couleur, la religion ou le groupement social.

Article 18

Toute discrimination dans les négociations relatives aux conventions collectives devra être découragée.

Partie VI. Le statut des femmes

Article 21

L'autorité compétente devra prendre les mesures qui, en tenant dûment compte des conditions locales, s'avèrent possibles et appropriées pour assurer aux femmes :

- a) des possibilités suffisantes d'instruction générale, de formation professionnelle et d'emploi;

- b) des garanties contre les conditions de travail nuisibles à la santé et contre l'exploitation économique, y compris des garanties en faveur de la maternité;
- c) Une protection contre toutes formes spéciales d'exploitation;
- d) Un traitement équitable et égal à celui des hommes en ce qui concerne la rémunération et les autres conditions de travail.

3. En réponse à sa lettre du 20 mai 1947, le Secrétaire général a reçu la lettre suivante, datée du 14 août 1947, du Bureau international du Travail :

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 20 mai 1947 nous transmettant copies de deux communications adressées au Conseil de tutelle des Nations Unies, à propos de la partie IV du projet de convention concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains, que le Bureau international du Travail avait préparé pour être soumis à la Conférence internationale du Travail. Cette partie a trait à l'interdiction juridique de discriminations en matière d'emploi.

Ces communications ont été transmises au Comité de la conférence des territoires non métropolitains, sans préjudice de la question de savoir si elles peuvent être considérées comme des pétitions au sens de l'Article 87 de la Charte, qui semble avoir trait aux relations entre les Nations Unies et les autorités chargées de l'administration.

A titre d'information pour le Conseil de tutelle, j'ai joint à la présente lettre une copie du texte de la Convention concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains, adoptée par la Conférence le 11 juillet 1947. Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir attirer tout particulièrement l'attention du Conseil sur l'article 18 de cette convention qui traite de la non-discrimination en matière de race, de couleur, de sexe, de croyance, d'appartenance à un groupement traditionnel ou d'affiliation syndicale.

Le Directeur général
(signé) Edward Phelan

4. L'article 18 (Partie VI) de la Convention concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains, adoptée par la Conférence internationale du Travail le 11 juillet 1947, est rédigé comme suit :

Partie VI. Non-discrimination en matière de race, de couleur, de sexe, de croyance, d'appartenance à un groupement traditionnel ou d'affiliation syndicale

Article 18

1. Ce devra être l'un des buts de la politique sociale de supprimer toute discrimination entre les travailleurs fondée sur la race, la couleur, le sexe, la croyance, l'appartenance à un groupement traditionnel ou l'affiliation syndicale, en matière de :

- a) Législation et conventions du travail, qui devront offrir un traitement économique équitable à tous ceux qui résident ou travaillent légalement dans le territoire;
- b) Admission aux emplois tant publics que privés;
- c) Conditions d'embauchage et d'avancement;
- d) Facilités de formation professionnelle;
- e) Conditions de travail;
- f) Mesures relatives à l'hygiène, à la sécurité et au bien-être;
- g) Discipline;
- h) Participation à la négociation de conventions collectives;
- i) Taux de salaire, ceux-ci devant être établis conformément au principe "à travail égal, salaire égal", dans un même processus et une même entreprise, dans la mesure où la reconnaissance de ce principe est acquise dans le territoire métropolitain.

2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa i) du paragraphe précédent, toutes mesures pratiques et possibles seront prises afin de réduire toutes différences dans les taux de salaires résultant de discriminations fondées sur la race, la couleur, le sexe, la croyance, l'appartenance à un groupe traditionnel ou l'affiliation syndicale, en élevant les taux applicables aux travailleurs les moins payés.

3. Les travailleurs en provenance d'un territoire engagés pour travailler dans un autre territoire pourront obtenir, outre leur salaire, des avantages en espèces ou en nature pour faire face à toutes charges personnelles ou familiales raisonnables résultant de leur emploi hors de leur foyer.

4. Les dispositions précédentes du présent article ne pourront porter préjudice aux mesures que l'autorité compétente jugera nécessaire ou opportun de prendre en vue de sauvegarder la maternité et d'assurer la santé, la sécurité et le bien-être des travailleuses.

4. Les pétitions mentionnées sous les numéros 22-27 de l'annexe à l'ordre du jour provisoire de la seconde session du Conseil de tutelle visent également le texte du projet de convention concernant